

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel n° 405 • Octobre 2009 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2\$ can.

TAXE CARBONE, FORFAIT HOSPITALIER, LICENCIEMENTS...

Les attaques anti-ouvrières continuent à pleuvoir

C'est au nom de la "protection de l'environnement" que le gouvernement français impose sa dernière trouvaille : la taxe carbone qui va coûter plusieurs centaines d'euros supplémentaires à tous ceux contraints de prendre leur voiture pour se rendre à leur travail et aux familles qui se chauffent au gaz ou au fioul domestique. Cette "écotaxe" va toucher d'une manière ou d'une autre l'immense majorité de la population alors que pour les entreprises, elle s'inscrit dans un simple octroi déjà rodé en Europe d'autorisation à polluer (d'ailleurs en partie compensé par la suppression parallèle de la taxe professionnelle). Ce "geste", que la France ambitionne d'étendre à l'échelle européenne, bien loin de "sauver la planète" avec l'aide de chacun, masque l'incapacité du système capitaliste d'empêcher la propagation croissante des gaz à effet de serre.

On nous dit aussi que c'est pour "sauver la protection sociale" que la nouvelle augmentation du forfait hospitalier à la charge de chaque patient a été décidée. Elle passera ainsi au premier janvier prochain de 16 à 18 euros. Il faut se rappeler que cette mesure a été introduite début 1983 sous l'ère Mitterrand par le ministre de la Santé

de l'époque, le ministre "communiste" Jack Ralite. Dans la foulée, le déremboursement des dépenses de santé (entrepris par Martine Aubry sous le gouvernement Jospin) se poursuit : il passera de 35 à 15% sur une série de médicaments de base comme les vasodilatateurs, les anti-hémorroïdaires, les traitements contre les brûlures ou les compléments en magnésium. Pour les millions d'assurés sociaux, travailleurs ou chômeurs sans mutuelle complémentaire, cela deviendra de plus en plus impossible de se soigner. Ces laissés pour compte n'ont qu'à crever ! Et pour les autres, ce sera une nouvelle augmentation de leurs cotisations.

C'est soi-disant par souci de "justice sociale", comme l'a répété avec culot lors de son interview le président Sarkozy à la veille du sommet du G20 à Pittsburgh, qu'est introduite la scandaleuse imposition sur les indemnités journalières des accidents du travail (environ 20 000 cas par an en France, en particulier dans le secteur le plus exposé du bâtiment et des travaux publics). Cette mesure est particulièrement cynique : on demande aux prolétaires victimes dans leur chair de leurs conditions de travail de payer eux-mêmes le défaut de protection de

leur entreprise, alors que les cadences s'accroissent en lien avec les pertes d'emploi non remplacées et alors que l'exposition aux risques d'accidents de travail ne cesse corrélativement d'augmenter. De plus, cette pénalisation vient aggraver une perte de revenus puisque les accidentés du travail ne perçoivent plus qu'entre 60 et 70 % de leur salaire.

Les fables qui cherchent à faire passer la pilule et à rendre présentable cette série de nouvelles attaques édifiantes dans l'hexagone s'accompagnent de nouvelles hausses de tarifs adoptées cet été : de 2 % à EDF (pour la troisième fois en deux ans) depuis le 15 août, de 2 à 3 % à la RATP comme chaque année au 1^{er} juillet comme dans la plupart des transports publics. Le "pouvoir d'achat" des prolétaires se réduit chaque mois comme une peau de chagrin.

En même temps, ce sont plus de 18 000 chômeurs supplémentaires qui ont été enrégistrés officiellement au mois d'août en France, ou plutôt 32 200 en incluant les demandeurs d'emploi ayant une activité réduite ; ce qui porte à plus de 2 millions et demi le nombre d'inscriptions au Pôle emploi. Les jeunes sont particulièrement

touchés (près de 25 % de la tranche 16-24 ans sont désormais sans emploi) et les ouvriers de plus de 50 ans (ce qui signifie des retraites à venir encore plus misérables).

Après la SNCF, France-Télécom où le "dégraissage" continue (voir notre article sur les vagues de suicides dans de nombreuses entreprises en page 3), la "rationalisation" des dépenses dans les "services publics" s'accélère. Ainsi, à la Poste, prétendument pour "s'adapter à la concurrence internationale", cette entreprise a fait fermer 140 bureaux de poste supplémentaires et supprimé 7600 emplois au cours des six derniers mois. Ce qui s'ajoute aux 20 000 emplois perdus entre 2002 et 2008 et aux 56 000 employés qui ont perdu leur statut de fonctionnaires.

Dans le privé, les effets de l'accélération de la crise se traduisent par des plans de licenciements massifs qui, après avoir touché les PME, s'étendent de plus en plus aux grandes entreprises dans tous les secteurs, comme l'automobile ou l'aéronautique. Partout, la même logique inhumaine des lois du capitalisme frappe les ouvriers, qu'ils travaillent ou pas, depuis les cadres jusqu'aux immigrés clandestins en quête de survie et de travail (voir notre

article en page 3). Il n'y a plus de limites à l'exploitation et à la misère... L'impasse dans laquelle le capitalisme condamne l'humanité se révèle partout de manière criante.

Quant aux syndicats vers lesquels on incite les ouvriers à se tourner pour se défendre, la parodie spectaculaire de manifestation qu'ils ont organisée le 8 septembre devant la Bourse de Paris, réservée aux seuls ouvriers de l'automobile, comme leur appel à une journée de mobilisation pour le 7 octobre, démontrent qu'ils entendent simplement se préparer à continuer à défouler la colère des prolétaires à l'image des rituelles "journées d'action" ponctuelles et stérilisantes dont les ouvriers ont largement fait l'expérience en début d'année (voir RI n°s 399 et 400).

Pour sauver la planète comme pour sortir de cet enfoncement inexorable dans la misère et la surexploitation, il est nécessaire d'abattre le capitalisme. Pour prendre conscience qu'ils sont la seule force sociale capable de briser les chaînes inhumaines de ce système, les ouvriers ne peuvent compter que sur le développement de leurs propres moyens de lutte.

W (26 septembre)

SOMMET DU G20 DE PITTSBURGH

La fin de la crise ?

A Pittsburgh, les 24 et 25 septembre, s'est tenu le troisième sommet du G20¹, nouveau "forum international" tout spécialement créé pour endiguer la crise qui frappe de plein fouet l'économie mondiale depuis l'été 2007. A en croire le communiqué final, cette mission est d'ailleurs d'ores et déjà accomplie. Dressant le bilan des engagements pris en avril lors du sommet de Londres, les membres du G20 affirment en effet, très satisfaits d'eux-mêmes : "Cela a marché" ! "Notre réponse énergétique a contribué à stopper la chute dangereuse de l'activité mondiale et à stabiliser les marchés financiers"². Il s'agirait donc maintenant de booster "la reprise". Le Premier ministre britannique Gordon Brown s'est ainsi félicité : "Ici à Pittsburgh, les

dirigeants représentant les deux tiers de la population mondiale ont adopté un plan international pour l'emploi, la croissance et une reprise économique durable"³. Comment ? La réponse est dans le texte : "Nous nous réunissons en ce moment crucial de transition entre la crise et la reprise pour tourner la page d'une ère d'irresponsabilité et adopter un ensemble de mesures, de règles et de réformes nécessaires pour répondre aux besoins de l'économie mondiale du XXI^e siècle."

Plus concrètement :

- "Nous avons décidé (...) de veiller à ce que nos systèmes de régulation des banques et des autres établissements financiers contiennent les excès qui ont conduit à la crise. Là où l'inconscience et l'absence de responsabilité ont entraîné la crise, nous n'autoriserons pas un retour aux pratiques bancaires antérieures."

- "Nous nous sommes engagés à agir ensemble pour élever les normes en matière de capitaux, pour mettre en oeuvre des normes internationales strictes en matière de rémunérations afin de mettre un terme aux pratiques qui entraînent une prise de risques ex-

cessive, pour améliorer le marché de gré à gré des produits dérivés et pour créer des instruments plus puissants pour assurer que les grandes sociétés multinationales assument la responsabilité des risques qu'elles prennent"⁴.

A la suite de ces décisions, le président français Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à parler d'un changement "historique" et "complet" sur la réglementation financière : "Pour la première fois, les banques centrales disposeront du pouvoir de limiter le montant global des bonus" et "Le secret bancaire, les paradis fiscaux c'est fini" s'est-il réjoui⁵.

Résumons : la crise économique "la plus profonde (...) de mémoire d'homme"⁶, les licenciements par millions, la hausse spectaculaire du chômage et l'aggravation de la pauvreté sur toute la planète... tout cela aurait pour seule cause la folie des financiers et l'absence de scrupules des traders. Et les "grands de ce monde" de conclure logiquement : réglemtons les secteurs bancaires et bour-

siers, encadrons plus efficacement les "bonus" et, demain, tout ira en s'améliorant, dans le meilleur des mondes. D'ailleurs, poursuivent-ils, les médias font sonner depuis quelques semaines déjà les trompettes de la "reprise économique", les analystes annoncent "le bout du tunnel" et les bourses s'envolent !

Quand les vingt plus grands bonimenteurs de la planète s'écrient ainsi en chœur "faites nous confiance et ça ira mieux demain !", il est sage de se méfier et d'y regarder à deux fois. Alors, qu'en est-il vraiment de cette "croissance durable" à venir ?

Le capitalisme est un système décadent depuis plus d'un siècle

La bourgeoisie répète inlassablement que nous sommes confrontés à la pire crise économique depuis 1929. Ce qui est vrai. Mais par une telle insistance, elle aimerait nous faire croire qu'entre les deux "grandes dépressions", le capitalisme s'est plutôt bien porté. Il s'agirait donc de deux "accidents", forcément ponctuels. En 2008, il y aurait eu une sortie de route en quelque sorte mais le véhicule

(suite page 2)

1) États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni (G7) + Russie (GB) + Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie et Union européenne (G20).
2) Point 5 du communiqué final.



3) Le Monde du 26 septembre.

4) Idem.
5) Le Figaro du 26 septembre.
6) Rapport intermédiaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques, mars 2009.

Dans ce numéro

Expulsion de sans-papiers à Calais La jungle, c'est le capitalisme	2
Répression des ouvriers de Clairoux Une tentative d'intimidation de toute la classe ouvrière	3
Suicides à France Telecom L'expression de l'inhumanité de l'exploitation capitaliste ...	3
Guerre en Afghanistan Derrière la "mission" afghane, de sordides intérêts impérialistes	4
Gabon Une élection pour préserver les intérêts de la Françafrique	4
Les anarchistes et la guerre (4) L'internationalisme, une question cruciale	5
XVIII^e congrès du CCI (3) Résolution sur la situation internationale – La lutte de classe	6
Il y a 20 ans... La chute du mur de Berlin	8

L'expression de l'inhumanité de l'exploitation capitaliste

Vingt-trois suicides (plus treize autres tentatives) en dix-huit mois à France Télécom! Voilà un nouveau tragique témoignage du fait que les prolétaires sont de plus en plus confrontés à un climat de terreur au travail et à des pressions insupportables. Pour le PDG de l'entreprise Didier Lombard, rejetant la faute sur les victimes d'une exploitation forcenée, il ne s'agirait là que d'un simple effet de "mode" qui ne toucherait que des "personnes fragiles"¹. Quel cynisme!

Pour ce dirigeant capitaliste sans scrupule, dont le *mea culpa* à contretemps n'est qu'un simple impératif de communication, la tragédie ne réside pas dans le fait que des êtres humains se trouvent broyés par la logique implacable de rentabilité du capital, mais dans le discrédit qui écorne l'image de marque de son entreprise!

Face à un comportement dicté obligatoirement par les lois du "tiroir-caisse", nombre de politiciens, notamment à gauche, font mine de s'émouvoir. Ce sont pourtant ces hypocrites qui ont favorisé les licenciements massifs dans cette entreprise comme dans toutes les autres depuis plus de vingt ans, contribuant ainsi à accélérer les cadences infernales menant aux drames d'aujourd'hui. Ce sont ces mêmes socialistes qui ont décuplé le stress par l'introduction des 35 heures, ajoutant une flexibilisation rendant l'ouvrier corvéable à merci! Ce sont eux qui, par exemple, ont introduit France Télécom en Bourse en 1997 avec les méthodes de "management" que l'on connaît! Ce n'est autre que Jospin qui a proclamé à l'époque, avec fierté, que "la mutation de l'entreprise était une belle réussite!". Un manager de France Télécom nous donne d'ailleurs une idée de cette "belle réussite": "Moi, mon boulot, c'est de faire - 5 % de semestre en semestre. Autant vous dire qu'on a déjà atteint l'os et que maintenant la question est de savoir si on se coupe un bras ou une jam-

1) <http://info.france2.fr>.

be!"². Pour faire accepter ce type d'objectifs après cette vague de suicides, il n'est pas étonnant qu'on soit obligé de trouver des chemins plus "subtils" pour permettre aux salariés de "tenir le coup": c'est le sens de la mise à disposition d'un "numéro vert" pour un contrôle supplémentaire des salariés et la remise à plat du management de cette entreprise. Mais le fond du problème ne changera pas: il est bien clair que l'objectif du capital sera toujours de rentabiliser et de pressurer toujours plus le prolétaire, jusqu'au-delà de ses limites physiologiques et au bout de sa tension nerveuse! Car livré à sa dynamique propre, le système capitaliste ne peut aboutir qu'à l'épuisement de la force de travail. Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les ouvriers qui sont pressés comme des citrons et qui trinquent mais aussi les ingénieurs, les cadres administratifs et commerciaux, que la crise et la concurrence extrême ont prolétarisés et dont les conditions de travail se sont dégradés à toute allure. Déjà à l'aube de son développement, pour assurer son profit, "la production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail extra (...) impose la détérioration de la force de travail de l'homme en la privant de

2) <http://www.marianne2.fr>.

ses conditions normales de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral-elle produit l'épuisement et la mort précoce de cette force"³. Aujourd'hui, c'est l'intensification et les conditions du travail qui poussent à cet épuisement.

Le phénomène des suicides n'est malheureusement pas nouveau, ni limité à la France. La vague de suicides au travail fait suite à une augmentation croissante et continue, même si non réellement quantifiée⁴. Depuis les années 1990, le nombre de suicides se trouve aggravé par la violence et la brutalité de la crise économique. Il traduit le fait que le monde capitaliste est sans avenir, sans perspective autre que de générer la misère sociale, la barbarie et la mort. Partout en Europe et dans le monde, le stress au travail ne cesse de faire des ravages. Aux Etats-Unis, le ministère du Travail a annoncé que "le nombre de suicides commis sur le lieu de travail était en hausse de 28 % pour l'année 2008. En tout, 251 suicides ont été recensés, le nombre le plus élevé depuis 1992"⁵. En Chine, les suicides

3) Marx, *le Capital*, Edition du progrès, Livre I, chap. X, p.258.

4) Certains journalistes s'offusquent du manque de statistiques en la matière. A n'en pas douter, ces informations existent. Mais pour la bourgeoisie, elles doivent, pour des raisons évidentes, rester confidentielles.

5) Source : courrierinternational.com/article

se sont multipliés dernièrement suite aux faillites d'entreprises. Souvenons-nous qu'en 2007, nous étions déjà amenés à déplorer des vagues de suicides en France, au Technicentre de Renault Guyancourt, à PSA, EDF-GDF (Chinon), dans les banques, dans la restauration (Sodexho)⁶...

Rien n'a changé, si ce n'est en pire! La pression et le harcèlement des chefs, la peur du chômage et le chantage au licenciement systématisé, la surcharge de travail grandissante sont toujours invoqués. Le phénomène d'épuisement au travail ou "burn out" tend à se développer à une échelle sans précédent⁷. Ce qu'on appelle le "harcèlement moral" devient la règle, comme donnée "stratégique" destinée à adapter aux forceps ou à se débarasser dans l'urgence de salariés devenus indésirables ou insuffisamment productifs au moindre coût. Il existe

6) Voir *RI* n° 379 (mai 2007), disponible sur notre site web.

7) Phénomène dépressif grave défini comme syndrome d'épuisement professionnel qui "fait partie des risques psychosociaux professionnels, consécutif à l'exposition à un stress permanent et prolongé" et défini ainsi par le psychanalyste Herbert Freudenberger en 1979. "Un état de fatigue chronique, de dépression et de frustration apporté par la dévotion à une cause, un mode de vie, ou une relation, qui échoue à produire les récompenses attendues et conduit en fin de compte à diminuer l'implication et l'accomplissement du travail."

d'ailleurs pour cela des "spécialistes" du harcèlement qu'on appelle dans ce milieu pourri des "nettoyeurs" ou "manager de transition". Ils sont rémunérés pour faire ce sale boulot: c'est-à-dire détruire la personnalité de ceux qui forment le contingent des "sureffectifs" ou des "inadaptés", isoler les ouvriers combattifs, pousser à la faute et à la porte ceux qui ont le plus d'ancienneté et qui coûtent trop cher! L'objectif est double:

- faire en sorte que ceux qu'on veut virer partent d'eux-mêmes sans toucher la moindre indemnité,
- démoraliser et intimider les autres salariés qui restent pour les rendre plus dociles et corvéables.

Cependant, les conditions de l'exploitation et la poursuite des attaques liées à une crise économique sans issue ne peuvent que pousser à terme à exprimer la colère, à des luttes collectives, à une solidarité et une prise de conscience en profondeur. L'avenir n'est pas à la concurrence entre prolétaires, mais à leur union grandissante dans la lutte contre l'exploitation. C'est cet avenir qui peut redonner espoir, préparer des luttes massives et solidaires, et ouvrir, à terme, la voie d'une perspective révolutionnaire.

WH (18 septembre)

RÉPRESSION DES OUVRIERS DE CLAIROIX

Une tentative d'intimidation de toute la classe ouvrière

Mardi 1^{er} septembre. Devant le tribunal correctionnel de Compiègne, attendant le jugement, un des sept ouvriers de l'usine Continental de Clairoux poursuivis pour le "saccage" de la sous-préfecture de Compiègne le 21 avril dernier exprime son inquiétude: "Si en plus nous on prend de la prison avec sursis, on va faire quoi? Ça peut jouer sur tout, nous, si on veut reprendre un commerce tout ça, si on se retrouve avec un casier judiciaire, ben on va être mis de côté aussi; déjà on va avoir du mal à retrouver un emploi, alors... si en plus on a un casier sur la tête, à mon avis ça va être dur dur"¹. Pour l'instant, effectivement, seule une quinzaine d'ouvriers, parmi les 1120 licenciés de l'usine de Clairoux, ont retrouvé du travail!

Et le verdict tombe: six d'entre eux sont condamnés à des peines allant de trois à cinq mois de prison avec sursis. De plus, ils devront à nouveau comparaître le 4 novembre avec la possibilité de se voir infliger des dommages et intérêts conséquents, estimés entre 48 000 et 120 000 €²!

Ce qui frappe ici d'emblée, c'est la sévérité extrême de l'Etat et de sa justice. Comme l'a justement souligné un ouvrier à la sortie du tribunal, il y a bien deux poids, deux mesures: quand des dégradations bien plus importantes sont commises lors de manifestations d'agriculteurs, de routiers, de pêcheurs..., la clémence est au contraire de mise. Pourquoi? En frappant fort, la bourgeoisie a voulu lancer un mes-

1) www.france-info.com/spip.php?article336592&theme=81&sous_theme=184.

2) www.courrier-picard.fr/Actualites/Info-local/Compiègne-Noyon-Creil/63-000-la-note-qui-fait-tousser-les-Conti.

sage clair à toute la classe ouvrière: "Si vous luttez, préparez-vous à être broyés par tous les moyens, y compris par la machine judiciaire." Elle a réprimé une poignée de travailleurs pour distiller dans les rangs ouvriers un profond sentiment de découragement.

Mais si la bourgeoisie a affiché la couleur en mettant en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour imposer par la force son pouvoir de classe dominante, les syndicats, bien sûr à travers les meneurs locaux, ces radicaux jusqu'au-boutistes, sont au contraire sortis de cette affaire avec une image plutôt combative et valorisée aux yeux des travailleurs. Xavier Mathieu (responsable CGT très médiatisé et qui a dernièrement fait la Une pour avoir "osé" dénoncer les trahisons du responsable national de son syndicat, Bernard Thibault) fait partie de la liste des six condamnés. Et, évidemment, le soutien judiciaire apporté par la CGT (avec laquelle Mathieu est réconciliée) aux sept inculpés - avec sa logistique, ses avocats experts en droit du travail et en droit social - permet au fond d'estampiller encore mieux les syndicats du label: "défenseurs officiels de la cause des travailleurs"³.

Mais si on y regarde de plus près, on peut s'apercevoir que ce joli tableau est en fait un trompe-l'œil.

Le saccage de la préfecture est à la fois l'expression d'une grande colère,

3) Les condamnés ayant fait appel, il est d'ailleurs tout à fait possible que la bourgeoisie choisisse finalement de faire un coup de pub aux syndicats en les présentant comme les infatigables et efficaces défenseurs des ouvriers, sur le lieu de travail comme au tribunal, en optant dans un second temps pour un jugement plus "clément".

d'une réelle combativité, mais aussi le produit d'un sentiment d'impuissance et de désespoir. En effet, malgré une lutte acharnée de plusieurs mois, les 1120 ouvriers de Continental ne sont pas parvenus à sauver leurs emplois. En fait, alors que leur combat a reçu de nombreux témoignages de solidarité, leurs actions n'ont pas eu pour objectif premier de faire "fructifier" cet élan en tentant d'étendre la lutte aux autres usines voisines. Ils sont au contraire restés isolés, ne voyant l'extension qu'à travers la lunette déformante de "leur" boîte: la CGT qui menait la barque a en effet limité l'envoi de délégations massives aux usines voisines ainsi qu'aux autres usines de Continental, en Moselle et en Allemagne. Le résultat fut l'isolement, l'impuissance et donc le désespoir. Le saccage de la préfecture, acte stérile ne pouvant rien apporter au développement de la lutte, est le résultat de ce processus, de cette entrave. Et c'est bien les syndicats, CGT en tête, qui en sont les premiers

responsables⁴! Cette volonté d'enfermer et isoler les ouvriers de Clairoux est d'ailleurs parfaitement résumée par cette phrase tonitruante et révélatrice de Xavier Mathieu: "Quand on était dans notre lutte, on avait d'autres choses à faire que d'aller organiser des coordinations avec d'autres boîtes"⁵.

Les syndicats ont donc aujourd'hui beau-jeu de se présenter comme des "radicaux" et des défenseurs des travailleurs. Ils voudraient se faire passer pour des sauveteurs en posant hypocritement quelques compresses sur les plaies qu'ils ont en partie eux-mêmes infligées aux ouvriers.

Face aux ouvriers en lutte, il y aura toujours la bourgeoisie, ses flics, ses juges et... ses syndicats!

DM (18 septembre)

4) Lire notre article sur notre site web: "Pourquoi les "Contis" ne font-ils pas trembler l'Etat?"

5) www.lemonde.fr/economie/article/2009/08/26/la-cgt-a-laisse-ses-propres-delegues-dans-la-merde_1232267_3234.html.

N'hésitez pas à venir débattre sur notre site Internet

internationalism.org

Tous nos articles peuvent y être commentés

isme

En réalité, cette expulsion spectaculaire et militarisée à l'extrême traduit en premier lieu la volonté de la bourgeoisie française de ne plus accepter sur son sol de candidats à l'immigration. Cette intervention et cette mise en scène ont pour objectif de signifier que la politique de répression et d'expulsion va être rigoureusement et fortement renforcée. Avec la montée en masse du chômage et de la misère, la bourgeoisie française veut autant que possible se débarrasser d'un maximum de ces gens totalement indésirables. Le message est clair, il se résume en quelques mots: "Allez crever ailleurs!" De plus, cette politique de fermeté vient rappeler à tous que le gouvernement s'occupe de manière décidée de la sécurité du territoire.

Cette écœurante et déplorable mise en scène est révélatrice une fois de plus du degré d'inhumanité des gouvernements et des serviteurs zélés du capitalisme.

Tino
(25 septembre)

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

La lutte de classe

Nous publions ci-dessous la troisième partie de la résolution sur la situation internationale adoptée lors du XVIII^e congrès du CCI qui s'est récemment tenu. Dans la première partie, nous montrions que le capitalisme n'a aucune solution réelle à apporter à la crise économique, qu'il s'agit d'un système décadent et moribond. La deuxième partie traitant des conflits impérialistes qui ravagent la planète introduisait la question de la lutte de classe qui est traitée à partir du point 9¹ :

"Comme le soulignait la résolution adoptée par le précédent congrès international :

"Ainsi, comme le CCI l'avait mis en évidence il y a plus de 15 ans, le capitalisme en décomposition porte avec lui des menaces considérables pour la survie de l'espèce humaine. L'alternative annoncée par Engels à la fin du XIX^e siècle, socialisme ou barbarie, est devenue tout au long du XX^e siècle une sinistre réalité. Ce que le XXI^e siècle nous offre comme perspective, c'est tout simplement socialisme ou destruction de l'humanité. Voila l'enjeu véritable auquel se confronte la seule force de la société en mesure de renverser le capitalisme, la classe ouvrière mondiale." (Point 10)".

9 Cette capacité de la classe ouvrière à mettre fin à la barbarie engendrée par le capitalisme en décomposition, à sortir l'humanité de sa préhistoire pour lui ouvrir les portes du "règne de la liberté", suivant l'expression d'Engels, c'est dès à présent, dans les combats quotidiens contre l'exploitation capitaliste, qu'elle se forge. Après l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes soi-disant "socialistes", les campagnes assourdissantes sur la "fin du communisme", voire sur la "fin de la lutte de classe", ont porté un coup sévère à la conscience au sein de la classe ouvrière de même qu'à sa combativité. Le prolétariat a subi alors un profond recul sur ces deux plans, un recul qui s'est prolongé pendant plus de dix ans. Ce n'est qu'à partir de 2003, comme le CCI l'a mis en évidence en de nombreuses reprises, que la classe ouvrière mondiale a fait la preuve qu'elle avait surmonté ce recul, qu'elle avait repris le chemin des luttes contre les attaques capitalistes. Depuis, cette tendance ne s'est pas démentie et les deux années qui nous séparent du précédent congrès ont vu la poursuite de luttes significatives dans toutes les parties du monde. On a pu voir même, à certaines périodes, une simultanéité remarquable des combats ouvriers à l'échelle mondiale. C'est ainsi qu'au début de l'année 2008, ce sont les pays suivants qui ont été affectés en même temps par des luttes ouvrières : la Russie, l'Irlande, la Belgique, la Suisse, l'Italie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie, Israël, l'Iran, l'Émirat de Bahreïn, la Tunisie, l'Algérie, le Cameroun, le Swaziland, le Venezuela, le Mexique, les États-Unis, le Canada et la Chine.

De même, on a pu assister à des luttes ouvrières très significatives au cours des deux années passées. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut citer les exemples suivants :

- en Égypte, durant l'été 2007, où des grèves massives dans l'industrie textiles rencontrent la solidarité active de la part de nombreux autres secteurs (dockers, transports, hôpitaux...);
- à Dubaï, en novembre 2007, où les ouvriers du bâtiment (essentiellement des immigrés) se mobilisent massivement;
- en France, en novembre 2007, où les attaques contre les régimes de retraite provoquent une grève très combative dans les chemins de fer, avec des exemples d'établissement de liens de solidarité avec les étudiants mobilisés au même moment contre les tentatives du gouvernement d'accroître la ségrégation sociale à l'Université, une grève

qui a dévoilé ouvertement le rôle de saboteurs des grandes centrales syndicales, notamment la CGT et la CFDT, obligeant la bourgeoisie de redorer le blason de son appareil d'encadrement des luttes ouvrières;

- en Turquie, fin 2007, où la grève de plus d'un mois des 26 000 travailleurs de Türk Telecom constitue la mobilisation la plus importante du prolétariat dans ce pays depuis 1991, et cela au moment même où le gouvernement de celui-ci est engagé dans une opération militaire dans le Nord de l'Irak;
- en Russie, en novembre 2008, où des grèves importantes à Saint-Petersbourg (notamment à l'usine Ford) témoignent de la capacité des travailleurs à surmonter une intimidation policière très présente, notamment de la part du FSB (ancien KGB);
- en Grèce, à la fin de l'année 2008 où, dans un climat d'un énorme mécontentement qui s'était déjà exprimé auparavant, la mobilisation des étudiants contre la répression bénéficie d'une profonde solidarité de la part de la classe ouvrière dont certains secteurs débordent le syndicalisme officiel; une solidarité qui ne reste pas à l'intérieur des frontières du pays puisque ce mouvement rencontre un écho de sympathie très significatif dans de nombreux pays européens;
- en Grande-Bretagne, où la grève sauvage dans la raffinerie Linsay, au début de 2009, a constitué un des mouvements les plus significatifs de la classe ouvrière de ce pays depuis deux décennies, une classe ouvrière qui avait subi de cruelles défaites au cours des années 1980; ce mouvement a fait la preuve de la capacité de la classe ouvrière d'étendre les luttes et, en particulier, a vu le début d'une confrontation contre le poids du nationalisme avec des manifestations de solidarité entre ouvriers britanniques et ouvriers immigrés, polonais et italiens.

10 L'aggravation considérable que connaît actuellement la crise du capitalisme constitue évidemment un élément de premier ordre dans le développement des luttes ouvrières. Dès à présent, dans tous les pays du monde, les ouvriers sont confrontés à des licenciements massifs, à une montée irrésistible du chômage. De façon extrêmement concrète, dans sa chair, le prolétariat fait l'expérience de l'incapacité du système capitaliste à assurer un minimum de vie décente aux travailleurs qu'il exploite. Plus encore, il est de plus en plus incapable d'offrir le moindre avenir aux nouvelles générations de la classe ouvrière, ce qui constitue un facteur d'angoisse et de désespoir non seulement pour celles-ci mais aussi pour celles de leurs parents.

Ainsi les conditions mûrissent pour que l'idée de la nécessité de renverser ce système puisse se développer de façon significative au sein du prolétariat. Cependant, il ne suffit pas à la classe ouvrière de percevoir que le système capitaliste est dans une impasse, qu'il devrait céder la place à une autre société, pour qu'elle soit en mesure de se tourner vers une perspective révolutionnaire. Il faut encore qu'elle ait la conviction qu'une telle perspective est possible et aussi qu'elle a la force de la réaliser. Et c'est justement sur ce terrain que la bourgeoisie a réussi à marquer des points très importants contre la classe ouvrière à la suite de l'effondrement du prétendu "socialisme réel". D'une part, il a réussi à enfoncer l'idée que la perspective du communisme est un songe creux : "le communisme, ça ne marche pas; la preuve, c'est qu'il a été abandonné au bénéfice du capitalisme par les populations qui vivaient dans un tel système". D'autre part, il a réussi à créer au sein de la classe ouvrière un fort sentiment d'impuissance du fait de l'incapacité de celle-ci à mener des luttes massives. En ce sens, la situation d'aujourd'hui est très différente de celle qui prévalait lors du surgissement historique de la classe à la fin des années 1960. A cette époque, le caractère massif des combats ouvriers, notamment avec l'immense grève de mai 1968 en France et l'automne chaud italien de 1969, avait mis en évidence que la classe ouvrière peut constituer une force de premier plan dans la vie de la société et que l'idée qu'elle pourrait un jour renverser le capitalisme n'appartenait pas au domaine des rêves irréalisables. Cependant, dans la mesure où la crise du capitalisme n'en était qu'à ses tous débuts, la conscience de la nécessité impérieuse de renverser ce système ne disposait pas encore des bases matérielles pour pouvoir s'étendre parmi les ouvriers. On peut résumer cette situation de la façon suivante : à la fin des années 1960, l'idée que la révolution était possible pouvait être relativement répandue mais celle qu'elle était indispensable ne pouvait pas s'imposer. Aujourd'hui, au contraire, l'idée que la révolution soit nécessaire peut trouver un écho non négligeable mais celle qu'elle soit possible est extrêmement peu répandue.

11 Pour que la conscience de la possibilité de la révolution communiste puisse gagner un terrain significatif au sein de la classe ouvrière, il est nécessaire que celle-ci puisse prendre confiance en ses propres forces et cela passe par le développement de ses luttes massives. L'énorme attaque qu'elle subit dès à présent à l'échelle internationale devrait constituer la base objective pour de telles luttes. Cependant, la forme principale que prend aujourd'hui cette attaque, celle des licenciements massifs, ne favorise pas, dans un premier temps, l'émergence de tels mouvements. En général, et cela s'est vérifié fréquem-

ment au cours des quarante dernières années, les moments de forte montée du chômage ne sont pas le théâtre des luttes les plus importantes. Le chômage, les licenciements massifs, ont tendance à provoquer une certaine paralysie momentanée de la classe. Celle-ci est soumise à un chantage de la part des patrons : "si vous n'êtes pas contents, beaucoup d'autres ouvriers sont prêts à vous remplacer". La bourgeoisie peut utiliser cette situation pour provoquer une division, voire une opposition entre ceux qui perdent leur travail et ceux qui ont le "privilège" de le conserver. De plus, les patrons et les gouvernements se replient derrière un argument "décisif" : "Nous n'y sommes pour rien si le chômage augmente ou si vous êtes licenciés : c'est la faute de la crise". Enfin, face aux fermetures d'entreprises, l'arme de la grève devient inopérante accentuant le sentiment d'impuissance des travailleurs. Dans une situation historique où le prolétariat n'a pas subi de défaite décisive, contrairement aux années 1930, les licenciements massifs, qui ont d'ores et déjà commencé, pourront provoquer des combats très durs, voire des explosions de violence. Mais ce seront probablement, dans un premier temps, des combats désespérés et relativement isolés, même s'ils bénéficieraient d'une sympathie réelle des autres secteurs de la classe ouvrière. C'est pour cela que si, dans la période qui vient, on n'assiste pas à une réponse d'envergure de la classe ouvrière face aux attaques, il ne faudra pas considérer que celle-ci a renoncé à lutter pour la défense de ses intérêts. C'est dans un second temps, lorsqu'elle sera en mesure de résister aux chantages de la bourgeoisie, lorsque s'imposera l'idée que seule la lutte unie et solidaire peut freiner la brutalité des attaques de la classe régnante, notamment lorsque celle-ci va tenter de faire payer à tous les travailleurs les énormes déficits budgétaires qui s'accumulent à l'heure actuelle avec les plans de sauvetage des banques et de "relance" de l'économie, que des combats ouvriers de grande ampleur pourront se développer beaucoup plus. Cela ne veut pas dire que les révolutionnaires doivent rester absents des luttes actuelles. Celles-ci font partie des expériences que doit traverser le prolétariat pour être en mesure de franchir une nouvelle étape dans son combat contre le capitalisme. Et il appartient aux organisations communistes de mettre en avant, au sein de ces luttes, la perspective générale du combat prolétarien et des pas supplémentaires qu'il doit accomplir dans cette direction.

12 Le chemin est encore long et difficile qui conduit aux combats révolutionnaires et au renversement du capitalisme. Ce renversement fait tous les jours plus la preuve de sa nécessité mais la classe ouvrière devra encore franchir des étapes essentielles avant qu'elle ne soit en mesure d'accomplir cette tâche :

- la reconquête de sa capacité à prendre en main ses luttes puisque, à l'heure actuelle, la plupart d'entre elles, notamment dans les pays développés, sont encore fortement sous l'emprise des syndicats (contrairement à ce qu'on avait pu constater aux cours des années 1980);
- le développement de son aptitude à déjouer les mystifications et les pièges bourgeois qui obstruent le chemin vers les luttes massives et le rétablissement de sa confiance en soi puisque, si le caractère massif des luttes de la fin des années 1960 peut s'expliquer en bonne partie par le fait que la bourgeoisie avait été surprise après des décennies de contre-révolution, ce n'est évidemment plus le cas aujourd'hui;
- la politisation de ses combats, c'est-à-dire sa capacité à les inscrire dans leur dimension historique, à les concevoir comme un moment du long combat historique du prolétariat contre l'exploitation et pour l'abolition de celle-ci.

Cette étape est évidemment la plus difficile à franchir, notamment du fait :

- de la rupture provoquée au sein de l'ensemble la classe par la contre-révolution entre ses combats du passé et ses combats actuels;
- de la rupture organique au sein des organisations révolutionnaires résultant de cette situation;
- du recul de la conscience dans l'ensemble de la classe à la suite de l'effondrement du stalinisme;
- du poids délétère de la décomposition du capitalisme sur la conscience du prolétariat;
- de l'aptitude de la classe dominante à faire surgir des organisations (tel le Nouveau parti anticapitaliste en France et Die Linke en Allemagne) qui ont pour vocation de prendre la place des partis stalinien aujourd'hui disparus ou moribonds ou de la social-démocratie déconsidérée par plusieurs décennies de gestion de la crise capitaliste mais qui, du fait de leur nouveauté, sont en mesure d'entretenir des mystifications importantes au sein de la classe ouvrière.

En fait, la politisation des combats du prolétariat est en lien avec le développement de la présence en leur sein de la minorité communiste. Le constat des faibles forces actuelles du milieu internationaliste est un des indices de la longueur du chemin qui reste encore à parcourir avant que la classe ouvrière puisse s'engager dans ses combats révolutionnaires et qu'elle fasse surgir son parti de classe mondial, organe essentiel sans lequel la victoire de la révolution est impossible.

Le chemin est long et difficile, mais cela ne saurait en aucune façon être un facteur de découragement pour les révolutionnaires, de paralysie de leur engagement dans le combat prolétarien. Bien au contraire !

CCI

Lire sur notre site Internet

Qu'est-ce que le marxisme?

Courriers de lecteurs à propos des événements en Iran

Grève en Australie : solidarité avec les conducteurs de bus de Sydney

Corée du Sud : la défaite à Ssangyong montre la nécessité de l'extension de la lutte

Réunion publique du CCI au Pérou : un débat internationaliste

Crashs aériens : nos vies valent moins que leurs profits

1) Ces deux parties précédentes ont été publiées respectivement dans nos journaux de juillet-août (RI n° 403) et de septembre (RI n° 404) et sont toutes deux disponibles sur notre site internet www.internationalism.org.

